



Comité National
de Liaison des
Régies de Quartier



Journal d'information
du Comité National de Liaison
des Régies de Quartier



EDITORIAL

Du Grenelle de l'insertion à Régies en Constellation, notre Réseau mobilise les énergies

2008 ne se présente pas sous les meilleurs auspices pour les habitants de nos quartiers ou de nos territoires !

Alors que débutent les travaux du Grenelle de l'Insertion au cours desquels notre Réseau fera des propositions innovantes, la crise boursière nous fait craindre l'aggravation des problèmes économiques et de nouveaux licenciements. Les prix augmentent, ceux des fruits et légumes, du fioul et de l'essence, aggravant du même coup les difficultés des travailleurs pauvres et des personnes sans emploi. Les franchises médicales fragilisent la couverture santé des habitants des quartiers qui, pour nombre d'entre eux, ont besoin au contraire que soient renforcés la prévention et les soins dispensés.

Dans ce contexte, les aides que sollicitent les Régies pour des actions d'utilité sociale, les marchés auxquels elles postulent, sont une réponse qu'il faut à tout prix valoriser et défendre. Car les structures d'insertion et l'accompagnement social de leurs salariés bonifient par deux ou par trois les aides et les marchés attribués : ce sont les vertus aujourd'hui prouvées de l'économie solidaire, une activité citoyenne retrouvée, une vie qui peut reprendre son cours dans la dignité.

Les cinq rassemblements régionaux de « Régies en Constellation » seront pour le Réseau un moment privilégié de mobilisation. Ensemble, bénévoles, salariés, partenaires, habitants, il nous reviendra de montrer la richesse sociale de nos quartiers, la qualité et la compétence de nos salariés, cet esprit de solidarité et de convivialité que les Régies contribuent à maintenir ou à faire renaître.

Guy Lafréchoux, Président du CNLRQ

Sommaire

2-3 *En direct des Régies*

- ◆ En Saône-et-Loire, Laxou, Troyes
- ◆ La presse parle des Régies

4-7 *Le Dossier L'Outre-Mer*

En Guyane, le CNLRQ, dans le cadre d'un partenariat avec la DTEFP, a mis en place une plate-forme d'appui aux structures d'insertion par l'activité économique, de l'économie sociale et solidaire et du développement durable. Présentation de cette structure, opérationnelle depuis le 1^{er} octobre 2007. Zoom sur deux Régies d'outre-mer : la Régie de territoire guyanaise Papakai, et la Régie de quartier ASEFF, à Fort de France.

8-11 *En direct du Réseau*

- ◆ Vie du Réseau
- ◆ Communication
- ◆ Economie solidaire
- ◆ Régies en constellation
- ◆ Développement
- ◆ Formation

12 *Interview*

Serge Letchimy, député-maire de Fort-de-France

Animation des quartiers : un collectif met ses idées en pratique

Régie de quartier Laxou Provinces-Laxou (54)



Depuis 2005, la Régie a mis en place un collectif d'acteurs du territoire pour valoriser la richesse du quartier et sensibiliser ses habitants. « Ce collectif, très actif, nous permet à tous de réfléchir sur deux thèmes importants dans la vie d'un quartier : l'environnement et la citoyenneté », explique Gilles Henry, directeur de la Régie. Réunissant collectivités, associations de quartier et bénévoles-habitants, le collectif s'est donné pour mission d'être un moteur dans la mise en place d'événements à l'intérieur et hors du



▲ « Arts en fêtes » : les artistes présentent leur manière de travailler.

◀ Journées « Une fleur, un habitant »

quartier. « Nous ne souhaitons pas créer un simple organe de réflexion. Notre démarche relève bien de la recherche action : une idée commune déclinée par un événement », souligne Gilles Henry.

Et c'est chose faite. Depuis sa création, le collectif a mis en place des journées « Une fleur, un habitant ». Il s'agit de sensibiliser les habitants à l'environnement tout en les incitant à embellir le quartier.

Des semaines « Arts en fêtes » valorisent la richesse culturelle des quartiers. « La municipalité nous apporte son concours sous forme de subvention et nous prête l'espace culturel Europe. Une cinquantaine d'artistes, dont 80 % vivent dans le quartier, peuvent ainsi être exposés », indique Gilles Henry.

L'an dernier, Arts en fête a rassemblé 500 visiteurs, des scolaires, des habitants. « L'impact local de cet événement est tel que la carte de vœux de la commune a été illustrée cette année par l'œuvre d'une habitante », se réjouit Gilles Henry.

Rendez-vous est déjà fixé du 13 au 18 mai prochain pour une nouvelle semaine des arts.

Tri sélectif : premier rôle pour la Régie

Association Régies Services-Troyes (10)

Afin de mettre en place une opération de tri sélectif dans le quartier du Point du Jour, le bailleur Plurihabitat, la Régie de quartier, la Ville de Troyes, le centre de traitement des déchets de l'Aube et les locataires ont mis en commun énergie et compétences. « Nous voulions faire du beau, de l'utile et du propre pour les habitants du quartier ! Nous cherchions à valoriser l'habitat social et les habitants, en faisant le lien entre les locataires et les bailleurs », explique Mickaël Collet, correspondant d'immeuble à la Régie. Le bailleur a confié à la Régie la construction de trois îlots destinés à recevoir les containers. Leur localisation et leur forme ont fait l'objet d'une concertation. De janvier à mai



Le bailleur a confié à la Régie la construction de trois îlots destinés à recevoir les containers.

2007, les partenaires ont réfléchi à la meilleure méthode de sensibilisation, diversifiant leurs actions. Parallèlement au porte-à-porte et à la distribution d'un kit par le centre de traitement des déchets de l'Aube et de sacs de tri par la Ville, un chantier de jeunes porté par la Régie avait pour objectif d'élaborer un jeu d'adresse. La règle : lancer et viser juste pour faire tomber de faux déchets dans les containers appropriés.

Le week-end précédant le démarrage du tri sélectif, la fête du quartier a été le point d'orgue de cette démarche collective par la présentation à la population de l'ensemble du dispositif. Une phase d'observation permettra d'évaluer son efficacité en ajoutant par exemple de nouveaux îlots de tri. Mais dès à présent, le bilan est très positif. « Notre quartier a dépassé la moyenne nationale de tri des déchets avec plus de 4 tonnes de ramassage », se réjouit Mickaël Collet. Compte-tenu de la qualité du travail effectué, la Régie a reçu le Trophée de la proximité et de la maîtrise des charges, décerné par la Fédération nationale des entreprises sociales pour l'habitat.



Saône-et-Loire : les Régies fêtent leurs 10 printemps

Près de 1 000 participants ont rejoint, le 27 octobre dernier, la salle des fêtes de Chalon-sur-Saône, où salariés et bénévoles des sept Régies de quartier d'Autun, de Chalon-sur-Saône, du Creusot, de Torcy, de Montceau-les-Mines et de Mâcon s'étaient mobilisés pour un anniversaire convivial et fédérateur. « Pour assurer la coordination de l'événement, nous avons mis en place deux types de réunions », explique Jean-Pierre Duplus, directeur de la Régie de quartiers de l'Ouest chalonais. « L'une avec les directeurs et présidents des Régies pour déterminer le rôle de chacun et suivre nos avancées et nos problématiques; l'autre dans chaque Régie pour élaborer le contenu et l'animation des stands. »

En présence du Conseil Régional de Bourgogne, du Président du Conseil Général de Saône-et-Loire, du Sous-Préfet, de l'OPAC 71 et des municipalités, cet anniversaire a montré toute la plus-value d'une Régie de quartier sur un territoire, ainsi que l'engagement politique tout au long de ces dix années. Engagement qui a permis à 330 salariés d'entamer en 2006 un parcours d'insertion et de retrouver un emploi durable. « Nous avons monté un budget auquel les Villes, le Conseil Régional de Bourgogne, le Conseil Général, la Caisse d'Épargne, la Caisse des Dépôts et l'OPAC 71 ont contribué », indique Jean-Pierre Duplus.

La journée s'est organisée autour de la présentation des activités de chaque Régie, du spectacle des « Saltimbanques » du Centre social des Près-Saint-Jean, d'un apéritif musical suivi d'une animation en fanfare avec l'Orchestre International du Vetex.

« Nous pensions bien nous connaître car nous appartenons au même réseau et nous défendons le même projet. Mais nous nous sommes aperçus que nous ne savions pas comment chaque Régie travaillait, quels partenariats avaient été tissés sur les différents territoires », poursuit le directeur. « Cet événement nous a permis d'approfondir nos relations et donné l'envie de travailler ensemble plus régulièrement. » Même constat au sein de la Régie chalonnaise :

« Depuis trois ans, elle s'est beaucoup développée. L'équipe des permanents n'a v a i t pas pris le



temps de se poser et de réfléchir ensemble. Le travail en amont que nous avons effectué autour de cet anniversaire démontre tout l'intérêt de réunions plus fréquentes. »

Un DVD, *Sept Régies de quartier-10 ans*, reprend les moments forts de la journée, les discours des partenaires et les témoignages de salariés et bénévoles des

différentes Régies. (DVD disponible auprès des Régies de Saône-et-Loire)

La presse parle des Régies

Réduction des déchets

Pour clôturer la semaine de l'environnement sur la réduction des déchets organisée par la Ville, la Régie de quartier de Vierzon a mis en place un événement simple et original : une place de cinéma contre... un déchet recyclable. A cette occasion, les habitants ont découvert le film d'Agnès Varda, *Les Glaneurs et la Glaneuse*, et débattu autour de la réduction des déchets.

Le Berry républicain – 12 novembre 2007

Médiation

Dans le cadre de la Gestion urbaine de proximité, deux agents de veille et d'intervention, salariés par la Régie Bourges Agglo Services, sillonnent quotidiennement le quartier des Barbottes pour repérer et évaluer les besoins et jouer un rôle de médiation sociale. Après un trimestre d'expérimentation positive, l'action a toutes les chances d'être pérennisée.

La Nouvelle République – 7 décembre 2007

La Guyane en chiffres

- ◆ Superficie : 96 504 km², la Guyane est le plus grand département français et correspond à la superficie du Portugal. 96 % du territoire est couvert par la forêt tropicale.
- ◆ Ce département se compose de 22 communes dont la plus grande, Maripousala, s'étend sur 18 360 km².
- ◆ Population : 202 000 habitants venant de 80 pays. On estime cependant de 30 à 50 000 le nombre d'habitants non-régularisés. Les moins de 20 ans représentent près de la moitié de la population (45 %), contre le quart environ en métropole.
- ◆ Le Produit intérieur brut est de 13 800 euros par habitant (28 356 en métropole). Ariane Espace-CNES représente 20 % de ce PIB.
- ◆ Avec un taux de chômage de 28,26 % contre 8,8 % au plan national, la Guyane est l'un des départements les plus sévèrement touchés. Le nombre de Rmistes est six fois plus élevé qu'en métropole (20,59 % de la population active). La plupart des allocataires sont des personnes isolées (86,34 %) dont près de la moitié sont des femmes.
- ◆ Plus de la moitié des habitants de plus de 14 ans est sans diplôme (29 % en métropole).

L'Outre-Mer

Guyane : une plate-forme au service de l'économie sociale et solidaire

Mise en place par le CNLRQ dans le cadre d'une convention signée avec la DTEFP, la plate-forme est opérationnelle depuis le 1^{er} octobre 2007. Son responsable, Philippe Dauzan, revient sur le rôle et les missions de Makandi.

En dialecte bushiningué, Makandi signifie « ensemble ». Un mot simple pour un projet qui n'en est pas moins complexe et ambitieux. Au 1^{er} octobre 2007 en effet, date de la mise en place de la plate-forme, seules cinq structures bénéficiaient d'un conventionnement IAE. « Ma première mission a consisté à accompagner les structures dans le montage de leur dossier », indique Philippe Dauzan, recruté par le CNLRQ pour prendre sur place la barre de la plate-forme, hébergée provisoirement par le DSU de Rémire-Montjoly. Grâce à ce soutien, huit structures disposent désormais de l'agrément Atelier et chantier d'insertion. Trois d'entre elles, dont deux Régies, disposent également de l'agrément Entreprise d'insertion.

En Guyane, où l'IAE est un secteur très jeune, la plate-forme doit mener de front trois types d'actions : l'appui aux projets existants, l'appui aux projets émergents et la professionnalisation des équipes. A terme, Makandi doit également permettre aux structures de mutualiser expériences et bonnes pratiques. Dès le mois de décembre 2007, une rencontre organisée par Makandi a posé les premiers jalons d'une démarche de réseau par la définition d'un plan commun d'actions et de formations pour 2008. « Si l'accompagnement collectif doit être néanmoins privilégié, un appui de terrain est indispensable. D'une structure et d'un territoire à l'autre, les problématiques sont différentes, de même que les niveaux de compétences et de technicité », précise Philippe Dauzan. Le responsable de Makandi a déjà effectué plusieurs interventions. Par exemple auprès des Régies de Kourou et de Saint-Laurent-du-Maroni (réorganisation des activités, mise en relation avec l'ANPE et les Assedics, bulletins de paye, appels d'offre...), des Jardins de Maluanua, structure qui développe à Kourou une activité de maraîchage et d'aviculture. Philippe Dauzan a initié la construction d'un plan de production, à étudier la faisabilité d'un système de vente directe de la production à des adhérents acheteurs.

Les interventions portent souvent sur une réorganisation de la structure afin d'assurer un meilleur équilibre entre les postes d'insertion. Il existe aussi en Guyane des pratiques à adapter et à valoriser. La sculpture chez les bushiningués, peut servir de décor urbain. « C'est une démarche à encourager qui permettrait aux associations de diversifier leurs activités. » Parmi les aides apportées aux projets émergents, la plate-forme travaille ►

► à l'intégration d'une démarche IAE sur un projet d'épicerie sociale, à Cayenne. Une des perspectives suggérées à l'association est de boucler la boucle en embauchant et en formant les usagers. « Le projet est bien avancé », se réjouit Philippe Dauzan. « La demande d'un agrément ACI doit passer cette année en commission. »

Pour l'année 2008, les perspectives ne manquent pas. Il s'agira pour la plate-forme de mettre en place, avec l'Agence Départementale d'Insertion et la DTEFP, un plan de formation adapté aux structures guyanaises. En outre un travail d'approfondissement des besoins des structures sera conduit, permettant d'adapter au mieux les interventions de la plate-forme. Mais, à court terme, Makandi doit s'installer dans ses propres locaux et accueillir, aux côtés de Philippe Dauzan, une personne chargée d'apporter aux structures un appui spécifique en matière de gestion comptable et financière. ■

Le Réseau en Guyane : les grandes étapes

- ◆ **2000** : A la demande conjointe de la DTEFP et du service DSU de Cayenne, une délégation du CNLRQ se rend en Guyane pour étudier l'opportunité de la création d'une Régie dans le quartier de Montabo. Le CNLRQ profite de ce séjour pour faire la promotion du dispositif Régie de quartier/Régie de territoire auprès des responsables de la DTEFP.
- ◆ **2002** : Labellisation de la Régie de quartier Montabo Services.
- ◆ **2003** : Création d'une association de préfiguration à la

demande du DSU Rémire-Monjoly.

- ◆ **2004** : Signature d'une première convention avec la DTEFP de Guyane pour l'appui au développement de structures de type « Régies de territoire ».
- ◆ **2005** : Labellisation de la Régie de territoire Papakai, à Kourou. Sessions de formation organisées par le CNLRQ auprès des équipes dirigeantes de huit associations d'insertion.
- ◆ **2006** : Nouveau projet de Régie lancé sur la commune de Saint-Laurent-du-Maroni. Lors d'un Tour de France des Régies, les responsables locaux découvrent les Régies de Paris La Chapelle, d'Orléans Repères et de Chambéry.

- ◆ **15 novembre 2006** : Signature d'une nouvelle convention avec la DTEFP portant cette fois sur le développement et la consolidation des structures de l'IAE, de l'économie solidaire et du développement durable en Guyane.
- ◆ **2007** : Analyse des besoins des associations et rencontre avec l'ensemble des acteurs du département, installation et mise en œuvre opérationnelle de Makandi.
- ◆ **Décembre 2007** : labellisation de la Régie de quartier de Saint-Laurent-du-Maroni. Aujourd'hui la Régie emploie 40 salariés grâce à des besoins très importants d'entretien des espaces publics et à un fort soutien de la Ville.

Papakai, une activité touristique au bord du fleuve

A Kourou, deuxième ville la plus peuplée de Guyane (19 000 habitants), vit une importante communauté Saramaca. Pour resserrer les liens entre ses membres, les habitants du village créent en 1991 l'association Papakai. Sa vocation est alors principalement culturelle (chants et danses traditionnels, fêtes de village, artisanat...), puis évolue vers des activités agricoles, touristiques et sportives. A partir de 1999 et jusqu'en 2004, l'association aménage le camp de Saut Léodate, sur le fleuve Kourou. Des jeunes de toute la région y sont accueillis, mais également *suite page 6*



Saut Léodate, petit paradis amazonien

Le camp touristique de Saut Léodate est situé à deux heures de pirogue de Degrad Saramaca, à l'embouchure du fleuve, distant lui-même d'une vingtaine de kilomètres de la Régie. Sur ce site, l'association Papakai propose des balades en forêt amazonienne, des parties de pêche traditionnelle, des sorties nocturnes à la rencontre des caïmans...

suite de la page 6 de métropole lors d'échanges culturels avec des villes de la banlieue parisienne. Sur le site, nombre d'animations sont proposées : fabrication de pirogues et d'objets artisanaux, pêche, chants et danses traditionnelles, et bien sûr immersion dans la forêt amazonienne.

En 2005, à la suite d'un travail réalisé par le CNLRQ et la DTEFP l'association Papakai est labellisée Régie de territoire. Composé d'habitat collectif et individuel, son territoire d'intervention touche près de 5 000 habitants. Au conseil d'administration siègent six habitants, les représentants des deux donneurs d'ordre principaux – la Ville et la Société Immobilière de Kourou, la SIMKO, détenue en majorité et à parité par la Ville et le CNES (40 % chacun) – et six adhérents de l'association.

Disposant de l'agrément Entreprise d'insertion et Atelier et chantier d'insertion depuis 2007, la Régie compte aujourd'hui 11 salariés de 26 à 60 ans, dont neuf en parcours d'insertion. Ses activités portent sur la gestion et l'animation du camp de Saut Léodate labellisé Gîtes de France, l'entretien des espaces verts, l'organisation de manifestations culturelles et la fabrication artisanale de meubles Saramaca. ■

PORTRAIT D'ACTEURS

Labije Panza

Régie Papakai – Kourou, Guyane (973)

Labije Panza est né en pays Saramaca, au Suriname, au bord du fleuve du même nom. Les Saramacas forment une des ethnies bushiniguées, ou Noirs Marrons, descendants d'esclaves qui ont fui et furent accueillis



par les Amérindiens. Les Saramacas ont apporté en Guyane rites et cultures que l'on retrouve encore aujourd'hui dans l'art Tembé fortement présent à l'ouest du pays.

Electricien sur un chantier naval puis responsable de la manutention sur les docks surinamiens, Labije rejoint son père en 1988 à Kourou, s'installant dans le village Saramaca. Guitariste et pianiste, Labije, tout en travaillant dans

l'artisanat puis dans une entreprise de tuyauterie pour la fusée Ariane, intègre l'association culturelle Papakai, participant aux fêtes de village avec son groupe Inter-Sept. Il devient vice-président puis trésorier de l'association. De 1999 à 2004, Labije s'investit activement dans l'aménagement du camp touristique de Saut Léodate, puis participe avec enthousiasme à la labellisation de Papakai. « La découverte du concept Régie a été pour moi une véritable bouffée d'espoir », raconte Labije. « La Régie allait nous permettre d'animer le village Saramaca tout en développant des activités économiques au service de ce quartier et de ses habitants. »

Labije démissionne de son poste de trésorier puis intègre l'équipe Espaces verts. Il participe à de nombreuses formations avant de prendre la fonction de chef d'équipe.

Sourire éclatant, toujours optimiste, au service et à l'écoute de son quartier et de ses habitants, Labije confie qu'avec la plate-forme Makandi et le réseau des Régies, « c'est un autre soleil qui brille! ».

« De nouvelles compétences pour le Réseau »

Zinn-Din Boukhénaïssi, délégué général du CNLRQ, a suivi de près l'évolution du partenariat avec la DTEFP de Guyane. Il rappelle les différents enjeux de la plate-forme Makandi.

« La mise en œuvre de la plate-forme est le fruit d'un long travail de préparation et de réflexion avec la DTEFP de Guyane, lui-même issu de différentes actions de formation et de conseil menés dans ce département par le CNLRQ depuis près de dix ans.

Nous avons pu mettre à jour plusieurs constats :

- ◆ les réelles difficultés rencontrées par les SIAE, par manque de professionnalisation des équipes, la méconnaissance des dispositifs de l'insertion par l'économique... ;
- ◆ la nécessité de valoriser les identités culturelles tout en prenant en compte, dans l'offre d'insertion, les problèmes de santé, la faible maîtrise de la langue française et des savoirs de base ;
- ◆ les actions de l'IAE, en Guyane, ne peuvent se concentrer sur la seule fonction de sas vers l'entreprise. Elles doivent, encore plus qu'en métropole, s'inscrire dans une dynamique de développement local en réponse aux besoins spécifiques des habitants.

Cette plate-forme a toute sa place dans notre projet politique, dont un des axes forts est de soutenir les projets existants ou émergents, dans les quartiers ou sur les territoires, dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. De plus, c'est pour le Réseau l'opportunité de consolider son expertise et de compléter la gamme de ses compétences.

Enfin, la plate-forme doit aider également au développement des initiatives citoyennes.



Fort-de-France : une intervention ancrée dans le travail social

L'association ASEFF*, créée en 1996 et labellisée depuis 2004, touche plusieurs quartiers du secteur Est de la ville où vivent 20 000 habitants.

En se promenant dans les cités de Pierre Chante, Morne Morissot, Voix de ville..., on découvre cocotiers, palmiers Maripa, amandiers... Au détour d'un immeuble, la baie. Paysage qui ne peut cependant cacher les souffrances vécues par les habitants, le chômage, l'exclusion, l'isolement...

« Notre premier défi a été de rompre la segmentation de l'espace urbain entre les cités par la mise en commun des activités et des Locaux Communs Résidentiels (LCR) », indique Jean-Luc Danglades, président fondateur de l'ASEFF. L'association y a trouvé sa légitimité et la reconnaissance de son travail de concertation et de mobilisation de tous les acteurs du territoire.

La Régie compte aujourd'hui 50 salariés. Parmi ses actions culturelles et sportives, elle s'occupe de la bibliothèque de quartier, de soutien scolaire, gère la Banque alimentaire de l'Est de Fort de France, propose des activités sportives à destination des seniors, favorisant les rencontres inter-générationnelles.

Quatre animateurs ont en charge les actions éducatives et d'accompagnement à la scolarité. Pour Stéphanie Royer, animatrice spécialisée autour des langues, « il s'agit d'amener les jeunes à apprendre à être élève, à s'asseoir derrière

une table, à se concentrer ou tout simplement à travailler dans le calme. Conditions que les élèves

ne trouvent pas dans un logement souvent petit et bruyant. »

En matière d'insertion par l'activité économique, la Régie conduit depuis le mois d'octobre et pour une durée de deux ans un chantier d'insertion consacré à l'entretien de la Voirie et Réseaux Divers (VRD). Les salariés alternent chantier et formation théorique en vue de l'obtention d'un diplôme VRD créé spécialement par l'AFPA. « Nous serons les premiers à l'obtenir. Alors, on pourra trouver du travail partout, et peut-être même créer notre boîte », se réjouit Mickaël.

Sept salariés en insertion et un encadrant sont affectés à un chantier technique d'insertion Espaces Verts. Sur proposition des habitants, ces salariés ont construit un escalier en bois d'une centaine de mètres dont l'usage réduit sensiblement le trajet vers l'arrêt de bus ou l'école.

Irriguant tous les secteurs d'activités de la Régie, on trouve évidemment le travail social. « En reconnaissant les différentes problématiques auxquelles ils sont confrontés, les salariés acceptent plus facilement un accompagnement », explique Stéphane Herte, coordinateur pédagogique, « il s'agit d'être patient, de travailler par étapes, d'éviter les abandons et les cassures dans les parcours ».

Parmi les grands objectifs que se fixe la Régie, il y a l'obtention de nouveaux marchés, mais également la création d'une pépinière de plantes médicinales de Martinique et l'ouverture d'un point numérique à la bibliothèque. « Tiembe raid la Régie de Fort-de-France », dira-t-on comme aux Antilles pour lui souhaiter bonne chance !

(*) Association pour la cohésion sociale, l'insertion et l'organisation nouvelle dans le Secteur Est de Fort-de-France.

VIE DU RÉSEAU

Assemblée générale : quatre jours en septembre

Une fois n'est pas coutume, la prochaine Assemblée générale du CNLRQ aura lieu du 25 au 28 septembre.

Au-delà de la plénière statutaire, cette Assemblée sera l'occasion de faire un bilan de Constellation 2008 par des retours d'expériences et des débats.

Elle inaugurera aussi le premier temps de réflexion des « Unis Vers Cités Populaires® » du CNLRQ. Objectif : démocratiser la culture et dispenser un savoir gratuit au plus grand nombre et sur des problématiques variées. Directeurs, présidents et acteurs des Régies de quartier pourront échanger et débattre dans différents ateliers qui alterneront temps de réflexion et temps conviviaux.



Signature de deux conventions cadre



Signature de la convention ETDE en présence de Martin Hirsch, Haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté, Christian Sauter, adjoint à la mairie de Paris, Gaëtan Desruelles, Président Directeur Général d'ETDE et Guy Lafrechoux, Président du CNLRQ

Le CNLRQ négocie depuis plus d'un an les termes de deux conventions. La première, avec Gaz de France, dans le cadre de l'opération Isigaz, s'inscrit dans la lignée des expérimentations déjà menées par les Régies : appui au développement des points partenariaux d'accueil et d'orientation (PPAO), participation aux événements « Régies en constellation » et développement de l'accès à l'emploi et à l'insertion professionnelle des habitants des quartiers prioritaires.

La seconde convention cadre avec ETDE (filiale électricité et maintenance de Bouygues Construction), qui a été signée le 19 mars en présence de Martin Hirsch, permettra aux Régies de nouer des relations économiques et sociales avec les entreprises du groupe.

COMMUNICATION

L'extranet des Régies ouvre ses portes

L'extranet des Régies de quartier sera sous peu accessible grâce à un code d'accès et un mot de passe propre à chaque structure. Dédié à l'échange et au partage d'informations, cet extranet est construit autour de fiches de présentation des Régies et de leurs activités, proposant à chacune de s'inspirer ainsi des activités et des méthodologies des autres. En outre, les Régies pourront s'échanger des informations entre elles (bourse à l'emploi, petites annonces) ou avec le CNLRQ (inscription aux formations, actualité du réseau...).

Accès sera également donné aux documents de la mallette pédagogique. Véritable mine d'informations, de textes et d'argumentaires pour mener à bien un projet, alimentée régulièrement par le CNLRQ, équipée d'un moteur de recherche, la mallette deviendra grâce à l'extranet un outil évolutif et interactif.

Régime de prévoyance Régies de quartier

Les partenaires sociaux, réunis en Commission Paritaire, décident d'améliorer la couverture du Régime de Prévoyance obligatoire mise en place par l'avenant n°3 du 25 janvier 2000 de l'Accord Collectif National Professionnel Régies

de quartier du 12 avril 1999, en y intégrant les dispositions suivantes :
– la mise en place de la couverture du risque Décès : en cas de décès du salarié avant 65 ans, et quelle que soit son ancienneté, il sera versé aux ayants droits un capital dont le montant est égal à 100 % du salaire annuel de référence.

– la diminution de la condition d'ancienneté pour bénéficier de la garantie maintien de salaire, incapacité, invalidité et incapacité permanente est ramenée à 3 mois au lieu de 6 mois et s'apprécie désormais dans la branche et non plus dans la Régie.

Ces dispositions ont pris effet le 1^{er} juillet 2007.

Insertion : un nouvel outil pour les salariés

La politique d'insertion est une des clés de voûte du projet associatif des Régies de quartier et occupe une place particulière dans la poursuite de leur mission. Elle doit permettre à chaque salarié d'évoluer dans sa vie professionnelle, sociale et citoyenne.

Le réseau a souhaité mettre à la disposition des Régies le livret « Parcours et compétences » destiné aux salariés en parcours d'insertion. Les principaux objectifs sont :

- d'aider le salarié à identifier et à valoriser ses expériences et ses acquis;
 - d'être un support de dialogue interactif entre le salarié et la (les) personne(s) chargée(s) de l'accompagnement (notamment pour les salariés qui ont des difficultés avec l'écrit);
- Le salarié conservera le livret à sa sortie de la Régie.

Ce livret interviendra en complémentarité des outils développés par chaque Régie dans son travail d'accompagnement. Réalisé dans le cadre de l'accord Plan de Cohésion Sociale, il a été élaboré avec un groupe de travail



d'une quinzaine d'accompagnants socioprofessionnels, l'appui du cabinet d'étude et de conseil Geste et à partir d'observations recueillies au sein des Régies.

La diffusion du livret est prévue en avril. Deux journées d'information à destination des accompagnants socioprofessionnels permettront d'échanger sur la mise en œuvre du livret et son articulation avec les outils existants. C'est un outil vivant, dont la réédition chaque année se nourrira des propositions et de la réflexion des utilisateurs dont, en premier lieu, celle des salariés en insertion.

Convention Ile-de-France : bilan à mi-parcours

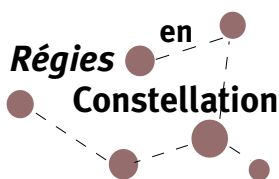
Amorcée en septembre 2006, la convention qui lie le CNLRQ et la Région Ile-de-France en est à mi-parcours. Une des premières actions a été de démultiplier le travail réalisé par le délégué en région. Ce sont désormais deux délégués en région, sept correspondants départementaux et le responsable développement du CNLRQ qui œuvrent sur la convention.

Plusieurs réunions ont été organisées à proximité des Régies afin de favoriser les échanges d'expériences et de soutenir les Régies rencontrant des difficultés. Enfin, en ce qui concerne la création de Régies, trois ont été labellisées à Aulnay-sous-bois, Paris Arts et Métier et Bagneux.

Des accompagnements à la création sont en cours à Versailles, La Courneuve, dans le XIV^e arrondissement de Paris. Dans le XVII^e et à Athis-Mons, les associations de préfiguration ont fait une demande de labellisation.

Autres conventions

- Deux conventions ont été signées pour l'appui à la création de Régies (Morlaix et Perpignan).
- Une convention est en cours de signature avec la ville de Saint-Etienne.
- En 2008, notamment dans le cadre des Régies de territoire, de nouveaux projets se dessinent.



2008 : cinq Assises régionales

En mai et juin prochains, cinq Assises régionales feront briller de mille feux l'action des Régies. A Paris, Agen, Avignon, Nevers et

Angers/Trélazé, les Régies seront en fête!

En région Rhône-Alpes PACA par exemple, 21 Régies créeront l'événement, le 31 mai à Avignon. Un « village des Régies » mettra en valeur leur créativité (atelier mosaïque, composition autour du recyclage des déchets...). Tournois de pétanque et matchs de rugby animeront la journée, de même que des scènes ouvertes, des spectacles musicaux... Enfin des tables rondes animées de saynètes et de théâtre forum déambulatoire auront pour devise : « Parlons de choses sérieuses sans nous prendre au sérieux ! »

Parmi les thèmes débattus lors de Constellation 2008, deux seront communs aux cinq événements : « participation des habitants à la démocratie locale » et « une autre économie pour les territoires ».

Pour plus d'informations : → www.cnlrq.org/constellation/2008

FORMATION



Séminaire Président/Directeur 2007 : préconisations et perspectives sur les services aux habitants

Les 23 et 24 novembre dernier, près de 70 président(e)s et directeur(ice)s de Régie se sont retrouvés à la Cité Internationale Universitaire de Paris. Au programme des échanges et des débats : Constellation 2008, la plate-forme Makandi et les services aux habitants. Sur ce thème, les participants se sont interrogés en particulier sur l'impact de ces services sur le territoire et le lien social. L'intervention de Jean-Pierre Worms, Président de la FONDA, et de Daniel Zielinski, délégué général de l'Union nationale des CCAS, l'éclairage par leurs pratiques de terrain des Régies de Béthune et de Lyon Eurequa, la richesse des débats qui ont suivi, ont permis de dégager des préconisations et des perspectives de réflexion :

- ◆ affirmation de la Régie comme lieu de vie, de projet et de rencontres autant que de travail et d'emploi;
- ◆ redynamisation des Conseils d'administration et réinvention d'un mode de rencontres collectives;
- ◆ implication des Régies sur leur territoire et avec leurs partenaires pour co-construire des réponses;
- ◆ valorisation du « capital Régie » par la valorisation des expériences de parcours;
- ◆ mise en œuvre des services aux habitants, avec les habitants et par les habitants; services individualisés ou personnalisés si nécessaires, mais autant que possible collectifs et créateurs de lien social.

Une nouvelle formation à la médiation

responsables de Régie ont pointé un besoin de professionnalisation qui demeure important et prioritaire. Le CNLRQ a donc proposé une formation de trois modules de trois jours. Celle-ci aborde, entre autres, l'historique de la médiation sociale, la notion de territoire et sa gestion dans une logique partenariale, l'animation d'un réseau de partenaires, la gestion des conflits...

Les dix responsables d'équipe de médiation qui ont suivi la formation en soulignent l'importance. Par l'approfondissement des compétences, la prise de recul, cette formation permet un meilleur positionnement par rapport à la pratique professionnelle. Une grande place a été laissée aux temps d'échanges et à l'analyse de situations de terrain, incitant les stagiaires à trouver des solutions collectivement.

De 1998 à 2001, le CNLRQ s'est investi dans la qualification professionnelle des salariés intervenant sur le champ de la médiation sociale. Les Régies de quartier disposant de médiateurs, et plus particulièrement de correspondants de nuit, se sont régulièrement réunies dans le cadre d'un Groupe Technique Permanent. Celui-ci a produit un travail important : le *Guide des correspondants de nuit* et l'ouvrage *Professionnaliser les métiers de la médiation*. Cependant, les

SITES EN EXPERTISE :

Association Vitrine du quartier – Saint-Etienne (42)
Mos'Art, Association de Préfiguration de la Régie de quartier de Fives – Lille (59)

RÉGIES LABELLISÉES

- ◆ Régie de quartier Arc en Ciel – Flers (61)
- ◆ Régie de quartier MIEL – Calais (62)
- ◆ Régie des quartiers de Saint-Laurent-du-Maroni – Guyane (97)



Les rendez-vous du CNLRQ

Février

Mardi 5

Régie en Constellation : comité de pilotage Grand Ouest, à Paris (75).

Jeudi 14

Bureau du CNLRQ, à Paris (75).

Samedi 23 et dimanche 24

Rencontres acteurs, cycle 1 (1^{er} module), Romans-sur-Isère (38).

Jeudi 28

Régie en Constellation : réunion des référents, à Paris (75).

Mars

Mercredi 12, jeudi 13 et vendredi 14

Formation tuteurs, 1^{er} module, à Paris (75).

Jeudi 13

Bureau du CNLRQ, à Paris (75).

Mercredi 19

Signature de la convention ETDE sous le haut patronage de Martin Hirsch, à Paris (75).

Mardi 18 et Mercredi 19

Formation « apprendre à s'affirmer et gérer positivement les conflits », à Paris (75).

Mercredi 26

Formation continue des directeurs

Du jeudi 27 au samedi 29

Rencontres acteurs, cycle 2 (1^{er} module), à Blanc-Mesnil (93).

Samedi 29 et dimanche 30

Rencontres acteurs, Cycle 1 (2^e module), à Macon (71).

Avril

Lundi 31 mars, mardi 1^{er} et mercredi 2 avril

Formation « conduite addictives », groupe accompagnants, à Paris (75)

Mardi 1^{er} et mercredi 2

Formation « accompagnement du changement », à Paris (75)

Samedi 12

Bureau du CNLRQ, à Paris (75).

Mercredi 16

Séminaire « agir contre l'illettrisme et pour l'apprentissage de la langue Française dans les Régies de quartier », à Paris (75).

Jeudi 17 et vendredi 18

Formation « retraite et fin de carrière », à Paris (75)

Samedi 19 et dimanche 20

Rencontres acteurs, Cycle 1 (3^e module), à Carvin (62).

Lundi 21, mardi 22 et jeudi 23 avril

Formation tuteurs, 2^e module, à Paris (75).

Du jeudi 24 au samedi 26

Rencontres acteurs, cycle 2 (2^e module), à Bourges (18).

Vendredi 25 et samedi 26

Conseil d'administration du CNLRQ, à Paris (75).

Lundi 28, mardi 29 et jeudi 30

Formation « conduite addictives », groupe encadrants, à Paris (75)

Mardi 29

Régie en Constellation : comité de pilotage Grand Ouest, à Paris (75).

Mai

Samedi 3

Régie en constellation, Ile-de-France – DOM, à Paris (75)

Jeudi 15

Bureau du CNLRQ, à Paris (75)

Du jeudi 15 au samedi 17

Rencontres acteurs, cycle 3 (1^{er} module), à Angoulême (16).

Samedi 24

Régies en constellation, Aquitaine – Midi-Pyrénées, à Agen (47)

Mardi 27

Régie en Constellation : comité de pilotage Grand Ouest, à Angers (49).

Samedi 31

Régies en constellation, Rhône-Alpes – PACA – Languedoc Roussillon, à Avignon (84)

Lire

Écouter

VOIR



L'insertion au service de l'emploi

Co-édité avec le ministère du Travail, des relations sociales et de la solidarité, en partenariat avec la lettre de l'IAE, ce numéro de la revue *Alternatives économiques* propose un panorama du secteur de l'insertion par l'activité économique. Décrivant

autant les acteurs du secteur que les dispositifs, les moyens et les partenariats mis en place, cet ouvrage permet d'avoir une vision large et des informations pratiques sur les enjeux et le contexte de développement des structures de l'IAE et des parcours d'insertion des publics. Des témoignages et interviews de structures comme d'experts du secteur permettent d'appréhender les débats actuels et le maillage complexe entre politiques publiques et partenariat sur le territoire.

Alternatives économique pratique, n°30, 9,50 €.

Un site pour tout savoir sur le Grenelle de l'insertion

1,2 millions de personnes sont bénéficiaires du RMI, plusieurs centaines de milliers de jeunes traversent des années d'aléas et de précarité avant d'accéder à un emploi stable. Dans ce contexte, les structures de l'insertion par l'activité économique proposent une réponse adaptée pour un parcours professionnel et social permettant d'accéder à l'emploi durable. Le Grenelle de l'insertion, mis en place en fin d'année 2007, a pour vocation de coordonner les politiques publiques et les spécificités des territoires et des publics, de réfléchir à des orientations communes du secteur et des institutions.

Toutes les informations sur le site dédié au Grenelle :

www.grenelle-insertion.fr

INFO-RÉSEAU

Directeur de la publication

Guy Lafréchoux

Comité de rédaction et rédaction

Zinn-Din Boukhenaiissi, Bruno Dal, Philippe Dauzan, Valérie Lamour, Bruno Martin, Anne Mistral, Marine Prado, Vincent Ricolleau, Didier Testelin.

Dossier et interview

Marie Michaud

Secrétariat de rédaction

Gwendoline Grimont

Illustrations Albert

Maquette Patricia Chapuis

Imprimeur LFT, Montreuil

Numéro de dépôt légal 91/0322.

Abonnement 12,20 Euros (4 n°).

Comité National de Liaison des Régies de Quartier 54, av.

Philippe Auguste 75011 Paris.

e-mail accueil@cnlrq.org

Site www.regiedequartier.org

→ Cette publication a bénéficié

du soutien du ministère de la

cohésion sociale :

– DGEFP Délégation générale

à l'Emploi et à la Formation

Professionnelle,

– DGAS Direction Générale

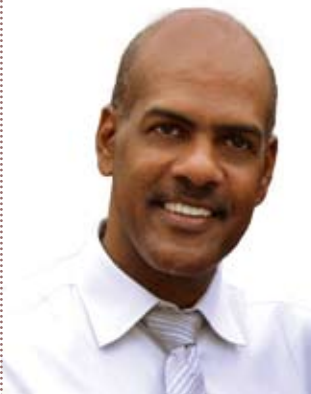
de l'Action Sociale,

– DIV Délégation

Interministérielle à la Ville,

 – FSE Fonds Social

Européen.



Serge Letchimy,
député-maire de
Fort-de-France

Urbaniste de profession, Serge Letchimy, a dirigé de 1988 à 2000 la société d'économie mixte d'aménagement de Fort-de-France (SEMAFF), primée en 1999 pour sa capacité d'innovation. En 2001, il succède à Aimé Cesaire à la mairie de Fort-de-France.

Quelles sont en Martinique les spécificités locales qui aggravent ou adoucissent la situation sociale et économique des habitants ?

Tout d'abord, la Martinique souffre d'une précarité sociale encore plus élevée qu'en métropole. A Fort-de-France, dans les quartiers populaires, le taux moyen du chômage varie de 40 à 50 % et les habitants accumulent les handicaps. Le premier gisement d'emploi conséquent se trouve en métropole, soit à 8 000 km. Plus de 70 % des demandeurs d'emploi n'ont pas un niveau suffisant de formation. Les parents des jeunes chômeurs de longue durée sont souvent dans la même situation. Cette précarité économique se conjugue dans de nombreux quartiers avec un habitat insalubre.

Face à cette précarité, les formes de solidarité, même si elles tendent à disparaître, jouent encore un rôle non négligeable. Elles sont issues de notre culture de vie fondée sur le voisinage et l'entraide, basée sur la biodiversité des produits maraîchers et la « multiprofessionnalisation ». Tout le monde était un peu maçon, un peu agriculteur... Cette culture de vie a véhiculé des comportements dont une des illustrations est l'auto-construction dans les quartiers populaires. Autre point positif : les dispositifs d'aide sociale. Cette politique sociale a ses aspects déviants mais elle a le mérite d'exister.

Quel est le rôle de l'économie solidaire en Martinique ?

C'est un concept qui a eu en Martinique ses heures de gloire avec ce qu'on appelait les « sou-sous », forme spontanée de coopérative bancaires auxquelles les Martiniquais cotaient par petits groupes et qui les aidaient, au cours de leur vie, à faire face à des dépenses importantes : prise en charge de parents âgés, mariage ou enterrements... Ces coopératives ont généré un mécanisme d'économie solidaire que les règles bancaires qui ont été imposées par la suite ont peu à peu fait disparaître. Ces usages ont été laminés par l'économie de marché, le mercantilisme et le flux des capitaux.

Aujourd'hui, hormis les actions menées dans le domaine de l'insertion par l'activité économique, les formes d'économie solidaire qui subsistent ne s'inscrivent pas forcément dans une logique institutionnelle. Elles sont structurées par la population elle-même qui doit vivre avec très peu. Ce qui n'est pas sans poser le problème du travail au noir.

Quels sont les conditions d'une insertion durable ?

L'urgence sociale à laquelle nous sommes confrontés en Martinique contraint à une insertion « haut débit » par la remise rapide en activité d'un nombre croissant de personnes en dépression sociale et psychologique grave. En appliquant le principe « moins de machine, plus d'homme », nous avons demandé à nos techniciens municipaux de travailler avec les associations de quartier et les jeunes. Tremplin's est également à Fort-de-France un bel exemple d'entreprise d'insertion qui se consacre en particulier au suivi social des personnes incarcérées. L'entreprise emploie une centaine de salariés et est en passe de tenir une place importante sur le marché des travaux acrobatiques et du nettoyage industriel.

Mais nous ne pouvons perdre de vue pour autant la large mission que recouvre une politique d'insertion de qualité. Elle se doit d'avoir une approche « multivariante », économique mais aussi urbaine, portant sur la qualité de l'habitat autant que sur la vie sociale et culturelle.

En outre, un parcours d'insertion ne peut se contenter de reposer sur une activité temporaire. Au bout du processus, si échec il y a, c'est terrible. Car la personne a goûté à un bien-être qu'elle perd à nouveau. L'activité transitoire doit donc être le support d'un parcours de formation et d'échange au cours duquel la personne peut trouver des pistes concrètes pour faire fructifier son savoir-faire, son talent et affirmer ses centres d'intérêt.